

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 november 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 853 (2008-2009), nrs. 1 en 12.

Volledig verslag, openbare vergadering van 20 november 2008.

Bespreking - Stemmingen.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4462

[2008/204443]

**20 NOVEMBRE 2008. — Décret modifiant le décret du 7 novembre 2007
relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 2 du décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1^o est complété comme suit :

« y compris les "maisons de repos et de soins" visées à l'article 5 de la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de soins »;

b) au 5^o, les mots "une maison de repos et de soins" sont insérés entre les mots "une maison de repos", et les mots "une résidence-services";

c) au 6^o, les mots "une intercommunale" sont introduits entre les mots "un pouvoir subordonné" et les mots "une fondation";

d) le 7^o est remplacé par ce qui suit :

« 7^o "investissements" : les dépenses engagées par un organisme demandeur pour les travaux qui répondent aux définitions reprises aux points 8^o, 9^o, 10^o, 11^o, 12^o et 13^o, l'acquisition différée telle que visée au point 14^o du présent article à l'exception de l'achat du terrain, l'achat tel que visé au point 15^o du présent article et l'acquisition d'équipement, d'appareillage ou de mobilier imposés par les normes d'agrément de l'établissement d'accueil pour personnes âgées concerné »;

e) Au 8^o, les mots "une maison de repos" sont remplacés par les mots "un établissement d'accueil pour personnes âgées";

f) Le 9^o est remplacé par ce qui suit :

« 9^o "extension" : une construction neuve attenante à un établissement d'accueil pour personnes âgées existant et avec lequel elle constitue un ensemble fonctionnel garantissant l'unicité de gestion »;

g) Au 10^o, les mots "d'une maison de repos" et "de maison de repos" sont remplacés respectivement par les mots "d'un établissement d'accueil pour personnes âgées" et "d'établissement d'accueil pour personnes âgées";

h) Le 14^o est remplacé par ce qui suit :

« 14^o "acquisition différée" : contrat non résiliable par lequel un partenaire public ou privé se charge, sur proposition de l'organisme demandeur et moyennant respect des modalités financières prévues dans ce contrat, de la construction neuve, de l'extension ou de la transformation d'un bien immobilier destiné à un usage en tant qu'établissement d'accueil pour personnes âgées, sur un terrain qui est la propriété de l'organisme demandeur et sur lequel est constitué un droit réel pour la durée du contrat, impliquant l'obligation de donner à l'organisme demandeur

le droit d'usage de la construction neuve, de l'extension ou de la transformation pour la durée du contrat, de sorte que l'organisme demandeur en devienne propriétaire en fin de contrat. »

i) L'article est complété par un 15° rédigé comme suit :

« 15° "achat" : l'acquisition d'un immeuble affecté ou susceptible d'être affecté à un usage en tant qu'établissement d'accueil pour personnes âgées. »

Art. 3. L'article 3 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Il peut être accordé à charge du budget de la Région wallonne, des subsides pour les investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées. »

Le Gouvernement arrête par type d'établissement les modalités permettant de déterminer le coût maximum à prendre en considération pour l'octroi des subsides.

§ 2. Le taux de ces subsides est d'au maximum 60 % de ces investissements. »

Art. 4. L'article 4, § 1^{er}, du même décret est complété par le 5° rédigé comme suit :

« 5° L'organisme demandeur doit garantir la finalité sociale de son établissement selon des modalités définies par le Gouvernement ».

Art. 5. Dans l'article 5 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

a) l'article, dont le texte actuel, complété par le 6° rédigé comme suit, formera le § 1^{er} :

« 6°, a) En cas d'achat, tel que visé à l'article 2, 15°, s'il s'agit d'un bien immeuble qui répond aux normes fixées eu égard à sa destination, le montant pris en compte pour le calcul de la subvention correspond au prix d'acquisition qui ne peut excéder ni l'estimation réalisée, au choix de l'organisme demandeur, soit par le receveur de l'enregistrement compétent, soit par le Comité d'acquisition, soit par un collège composé d'un notaire et d'un expert immobilier agréé, déduction faite de la valeur du terrain, ni le montant résultant de l'application des règles en vigueur en matière de coûts maxima à prendre en considération pour l'octroi des subsides pour la construction d'un établissement d'accueil pour personnes âgées; ce collège devra demander l'avis de la Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé, Département de la Santé et des infrastructures médico-sociales; cet avis sera mentionné dans son rapport d'estimation. Le Gouvernement arrête les modalités de cette demande d'avis.

b) En cas d'achat, tel que visé à l'article 2, 15°, s'il s'agit d'un bien immeuble qui nécessite des travaux de mise en conformité aux normes d'agrément eu égard à sa destination, le montant pris en compte pour le calcul de la subvention couvrant le prix d'acquisition de l'immeuble et le coût des mises en conformité ne peut excéder le montant résultant de l'application des règles en vigueur en matière de coûts maxima à prendre en considération pour l'octroi des subsides pour le reconditionnement d'un établissement d'accueil pour personnes âgées.

c) l'article est complété par un § 2 rédigé comme suit :

§ 2. Le Gouvernement fixe les dispositions particulières complémentaires ou spécifiques concernant l'octroi d'une subvention en cas de réalisation différée ou d'achat. »

Art. 6. Le présent décret entre en vigueur à une date à déterminer par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 novembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) Session 2008-2009.

Documents du Parlement wallon, 854 (2008-2009), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 19 novembre 2008.

Discussion - Votes.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4462

[2008/204443]

20 NOVEMBER 2008. — Decreet tot wijziging van het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 2 van het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 1° wordt aangevuld als volgt :

« met inbegrip van de "rust- en verzorgingstehuizen" bedoeld in artikel 5 van de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging »;

b) in 5° worden de woorden "een rust- en verzorgingstehuis" tussen de woorden "rustoord" en "serviceflat" ingevoegd;

c) in 6° wordt het woord "intercommunale" tussen de woorden "ondergeschikte overheid" en "stichting" ingevoegd;

d) punt 7° wordt vervangen als volgt :

« 7° "investeringen" : de uitgaven gemaakt door een verzoekende instelling voor werken die stroken met de definities opgenomen in de punten 8°, 9°, 10°, 11°, 12° en 13°, de uitgestelde aanwerving zoals bedoeld in punt 14° van dit artikel, met uitzondering van de aankoop van het terrein, de aankoop zoals bedoeld in punt 15° van dit artikel en de aanwerving van uitrusting, apparatuur of meubilair voorgeschreven door de normen tot erkenning van betrokken inrichting voor de opvang van bejaarde personen »;

e) in 8° wordt het woord "rustoord" vervangen door de woorden "inrichting voor de opvang van bejaarde personen";

f) punt 9° wordt vervangen als volgt :

« 9° "uitbreiding" : een nieuwbouw vlak naast een bestaande inrichting voor de opvang van bejaarde personen waarmee een functioneel geheel wordt gevormd dat beheersuniciteit garandeert »;

g) in 10° wordt het woord "rustoord" tweemaal vervangen door de woorden "inrichting voor de opvang van bejaarde personen";

h) punt 14° wordt vervangen als volgt :

« 14° "uitgestelde aanwerving" : niet opzegbaar contract op grond waarvan een publieke of privé partner op voorstel van de verzoekende instelling en met inachtneming van de financiële modaliteiten die in dat contract vastliggen, instaat voor de nieuwbouw, de uitbreiding of de verbouwing van een onroerend goed bestemd om als inrichting voor de opvang van bejaarde personen gebruikt te worden op een terrein dat eigendom is van de verzoekende instelling en dat voor de duur van het contract het voorwerp is van een zakelijk recht, hetgeen inhoudt dat de verzoekende instelling voor de duur van het contract recht moet krijgen op het gebruik van de nieuwbouw, de uitbreiding of de verbouwing, zodat ze er eigenaar van wordt na afloop van het contract. »

i) Het artikel wordt aangevuld met een punt 15°, luidend als volgt :

« 15° "aankoop" : aanwerving van een gebouw dat als inrichting voor de opvang van bejaarde personen gebruikt wordt of gebruikt kan worden. »

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 1. Er kunnen subsidies ten laste van de begroting van het Waalse Gewest toegekend worden voor investeringen in de inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen.

De Regering bepaalt per type inrichting de modaliteiten voor de vastlegging van de maximale kostprijs op grond waarvan de subsidies toegekend kunnen worden.

§ 2. Het percentage van die subsidies bedraagt maximum 60 % van die investeringen. »

Art. 4. Artikel 4, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

« 5° De verzoekende instelling garandeert de maatschappelijke finaliteit van haar inrichting volgens de modaliteiten die door de Regering bepaald worden. »

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het artikel, waarvan de huidige tekst met onderstaand punt 6° aangevuld wordt, zal § 1 vormen :

« 6° a) In geval van aankoop, zoals bedoeld in artikel 2, 15°, en indien het gaat om een onroerend goed dat voldoet aan de normen vastgelegd met inachtneming van de bestemming ervan, stemt de voor de berekening van de subsidie in aanmerking genomen prijs overeen met de aanwervingsprijs, die niet hoger mag zijn dan de raming verricht, naar keuze van de verzoekende instelling, hetzij door de bevoegde registratieontvanger, hetzij door het aanwervingscomité, hetzij door een college bestaande uit een notaris en een erkende vastgoedmakelaar, na aftrek van de waarde van het terrein, noch dan het bedrag dat resulteert uit de toepassing van de regels van kracht inzake de maximale kostprijzen op grond waarvan subsidies toegekend kunnen worden voor de bouw van een inrichting voor de opvang van bejaarde personen; dat college wint het advies in van het "Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé, Département de la Santé et des infrastructures médico-sociales" (Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid, Departement Gezondheid en medisch-sociale infra-structuren"; dat advies wordt opgenomen in zijn ramingsverslag. Het advies wordt gevraagd volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

b) In geval van aankoop, zoals bedoeld in artikel 2, 15°, en indien het gaat om een onroerend goed waar werken uitgevoerd moeten worden opdat het kan voldoen aan de erkenningsnormen met inachtneming van de bestemming ervan, mogen het bedrag voor de berekening van de subsidie die de prijs van de aanwerving van het gebouw dekt en de kostprijs om het aan de normen te laten voldoen niet hoger zijn dan het bedrag dat resulteert uit de toepassing van

de regels van kracht inzake de maximale kostprijzen op grond waarvan de subsidies ter verbetering van een inrichting voor de opvang van bejaarde personen toegekend kunnen worden;

c) het artikel wordt aangevuld met een § 2, luidend als volgt :

§ 2. De aanvullende of specifieke bijzondere bepalingen betreffende de toekenning van een subsidie in geval van uitgestelde uitvoering of van aankoop worden door de Regering vastgelegd. »

Art. 6. Dit decreet treedt in werking op een door de Regering vast te leggen datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 november 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 854 (2008-2009), nrs. 1 et 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 19 november 2008.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4463

[2008/204500]

5 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} février 2007 relatif aux cadres organiques du personnel du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 2, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} février 2007 relatif aux cadres organiques du personnel du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 juillet 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2008;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 24 juillet 2008;

Vu l'avis du Comité de concertation, donné le 26 septembre 2008;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} février 2007 relatif aux cadres organiques du personnel du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, est remplacé par l'intitulé suivant : "Arrêté du Gouvernement wallon relatif au cadre organique du Service public de Wallonie".

Art. 2. L'article 1^{er} du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2008, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Le cadre des emplois de secrétaire général, de directeur général, d'inspecteur général, de directeur et des emplois d'encadrement du Service public de Wallonie est fixé comme suit :

SECRETARIAT GENERAL

Secrétaire général 1

Direction fonctionnelle et d'appui

Directeur 1